

**Assemblée générale**

Distr. générale
23 décembre 2005
Français
Original : anglais

Soixantième session

Point 138 de l'ordre du jour

**Financement de l'Opération des Nations Unies
en Côte d'Ivoire****Rapport sur l'exécution du budget
de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	3
II. Exécution du mandat	3–6	3
III. Exécution du budget		27
A. Ressources financières		27
B. Autres recettes et ajustements		28
C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome		28
D. Contributions non budgétisées		29
IV. Analyse des écarts	7–25	29
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	26	34



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005 (exercice 2004/05).

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de l'ONUCI est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (cessez-le-feu; désarmement, démobilisation, réinsertion, rapatriement et réinstallation; action humanitaire et droits de l'homme; processus de paix; ordre public; et appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	161 258,8	152 773,2	8 485,6	5,3
Personnel civil	50 717,5	45 790,7	4 926,8	9,7
Dépenses opérationnelles	166 496,5	138 326,6	28 169,9	16,9
Montant brut	378 472,8	336 890,5	41 582,3	11,0
Recettes provenant des contributions du personnel	6 343,2	4 906,3	1 436,9	22,7
Montant net	372 129,6	331 984,2	40 145,4	10,8
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	378 472,8	336 890,5	41 582,3	11,0

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés ^a	Postes prévus (moyenne)	Postes effectivement pourvus (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Observateurs militaires	200	193	169	12,4
Contingents	6 040	5 900	5 739	2,7
Police civile	350	314	210	33,1
Unités de police constituées	—	—	—	—
Personnel recruté sur le plan international	387	325	247	24,0
Personnel recruté sur le plan national	405	338	271	19,8
Volontaires des Nations Unies	215	135	77	43,0
Personnel fourni par des gouvernements	8	8	1	87,5

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes prévus, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont présentées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) pour l'exercice 2004/05 a été présenté dans le rapport du Secrétaire général du 23 août 2004 (A/59/289). Il s'élevait à un montant brut de 384 350 400 dollars (montant net : 377 929 200 dollars) et remplaçait les propositions budgétaires pour la même période figurant dans le rapport du Secrétaire général en date du 7 mai 2004 (A/58/788). Il devait permettre de couvrir le déploiement de 193 observateurs militaires, 5 900 membres des contingents, 314 fonctionnaires de police civile, 325 agents recrutés sur le plan international et 338 agents recrutés sur le plan national, ainsi que 135 Volontaires des Nations Unies.

2. Compte tenu des recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 40 de son rapport du 6 octobre sur le financement de l'ONUCI (A/59/419 et Corr.1), l'Assemblée générale, dans sa résolution 59/16 A du 29 octobre 2004, a ouvert un crédit d'un montant brut de 378 472 800 dollars (montant net : 372 129 600 dollars), comprenant le montant brut de 200 646 600 dollars (montant net : 197 058 600 dollars) déjà ouvert en vertu de sa résolution 58/310, aux fins du fonctionnement de l'Opération pour l'exercice 2004/05. L'ensemble de ce montant a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

3. Le Conseil de sécurité a défini le mandat de l'ONUCI dans sa résolution 1528 (2004) et l'a prorogé dans ses résolutions ultérieures. La plus récente de ces dernières est la résolution 1609 (2005), dans laquelle le Conseil a reconduit l'Opération pour une période de sept mois, jusqu'au 24 janvier 2006, et décidé qu'elle aurait le mandat défini au paragraphe 2 de ladite résolution.

4. L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est d'assurer le retour à la normale et la sécurité générale en Côte d'Ivoire.

5. Dans le cadre de cet objectif général, l'Opération a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits selon les composantes du mandat défini au paragraphe 6 de la résolution 1528 (2004) du Conseil de sécurité, à savoir : cessez-le-feu; désarmement, démobilisation, réinsertion, rapatriement et réinstallation; droit humanitaire et droits de l'homme; processus de paix; ordre public; et appui.

6. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2004/05, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

Composante 1 : cessez-le-feu

Réalisation escomptée 1.1 : respect par les parties de l'accord de cessez-le-feu global du 3 mai 2003		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Tous les membres du Comité de coordination quadripartite (comprenant les Forces armées nationales de Côte d'Ivoire (FANCI), les Forces nouvelles et l'opération Licorne) se réunissent régulièrement pour suivre les mouvements des groupes armés	Réunions tenues tous les 15 jours avant la crise de novembre 2004	
Des représentants des FANCI participent aux réunions du Comité mixte de suivi qui ont lieu tous les 15 jours	Objectif atteint	
Aucune violation de l'accord de cessez-le-feu global du 3 mai 2003	2 violations (novembre 2004 et février 2005)	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
814 000 jours de patrouille à pied pour surveiller l'application de l'accord de cessez-le-feu (20 hommes par patrouille, 20 patrouilles par bataillon, 3 bataillons pendant 31 jours; 20 hommes par patrouille, 20 patrouilles par bataillon, 4 bataillons pendant 31 jours; 20 hommes par patrouille, 20 patrouilles par bataillon, 3 bataillons par secteur et 2 secteurs pendant 303 jours)	929 700	20 hommes par patrouille, 15 patrouilles par bataillon, 5 bataillons pendant 31 jours; 20 hommes par patrouille, 15 patrouilles par bataillon, 7 bataillons pendant 31 jours; 20 hommes par patrouille, 15 patrouilles par bataillon, 9 bataillons pendant 303 jours
183 150 jours de soldat aux points de contrôle ou aux postes d'observation afin de surveiller l'application de l'accord de cessez-le-feu (30 hommes par poste de contrôle, 3 postes de contrôle par bataillon, 3 bataillons pendant 31 jours; 30 hommes par poste de contrôle, 3 postes de contrôle par bataillon, 4 bataillons pendant 31 jours; 30 hommes par poste de contrôle, 3 postes de contrôle par bataillon, 3 bataillons par secteur, 2 secteurs pendant 303 jours)	240 900	30 hommes par point de contrôle, 12 points de contrôle dans le secteur est et 10 points de contrôle dans le secteur ouest, pendant 365 jours

55 920 jours de patrouille mobile d'observateurs militaires pour observer l'application de l'accord de cessez-le-feu (2 observateurs par patrouille, 60 équipes de patrouille pendant 62 jours; 2 observateurs militaires par patrouille, 80 équipes de patrouille pendant 303 jours)	62 050	4 observateurs par patrouille, 2 patrouilles opérant sur de longues distances par base d'équipe, 17 bases d'équipe pendant 365 jours; 2 observateurs par patrouille, 1 patrouille en ville par base d'équipe, 17 bases d'équipe pendant 365 jours
1 460 jours de patrouille à pied d'observateurs militaires pour enquêter sur les violations de l'accord de cessez-le-feu (4 observateurs pendant 365 jours)	Non	Les observateurs militaires ont principalement effectué des patrouilles mobiles car la plupart des zones opérationnelles du pays sont accessibles en véhicule
5 760 heures de patrouille aérienne pour surveiller la situation aux frontières, en particulier les arrivées éventuelles de réfugiés et de combattants en provenance du Libéria (80 heures d'hélicoptère par mois pour 8 hélicoptères militaires pendant 9 mois)	Non	Aucun appareil militaire approprié n'était disponible
Réunions hebdomadaires avec les FANCI afin d'aider à surveiller les frontières, en particulier la situation des réfugiés libériens et les mouvements des combattants	52	
Liaison quotidienne avec les FANCI et les éléments militaires des Forces nouvelles afin de promouvoir le rétablissement de la confiance entre toutes les forces ivoiriennes	Oui	
Réunions mensuelles du Comité de coordination quadripartite afin d'aider à l'application de l'accord de cessez-le-feu	12	
Activités régulières de conseil auprès des FANCI et des Forces nouvelles au sujet des responsabilités qui leur incombent en vertu de l'Accord de Linas-Marcoussis et de l'accord de cessez-le-feu, avec mise au point de directives opérationnelles	Oui	Activités de conseil assurées. Aucune des parties n'a mis au point de directives opérationnelles
Présidence des réunions hebdomadaires du Comité de suivi créé par l'Accord de Linas-Marcoussis, se tenant tour à tour à Abidjan, Man, Duékoué,	52	Les réunions hebdomadaires se sont tenues à Abidjan

San Pedro, Daloa, Korhogo, Bouaké, Yamoussoukro et Bondoukou		
Services techniques de secrétariat pour le compte du Comité de suivi créé par l'Accord de Linas-Marcoussis	Oui	De plus, des services temporaires de communications et de connectivité et des véhicules sont mis à disposition, sur demande
Protection des civils en cas de risque imminent de violence physique dans les zones de déploiement	Oui	3 000 civils ont bénéficié de secours et d'un hébergement dans diverses installations de l'ONUCI pendant la crise de novembre 2004
75 190 jours de soldat pour assurer la sécurité des ministres du Gouvernement de réconciliation nationale (206 militaires pendant 365 jours)	75 190	
		En outre, 90 inspections liées au régime d'embargo sur les armes ont été effectuées et 15 points de contrôle ont été mis en place

Composante 2 : désarmement, démobilisation, réintégration, rapatriement et réinstallation

Réalisation escomptée 2.1 : progrès en matière de réinsertion des ex-combattants nationaux dans la société ivoirienne, et de rapatriement et réinstallation des ex-combattants étrangers présents en Côte d'Ivoire		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Plus de 30 000 combattants en Côte d'Ivoire volontairement désarmés et démobilisés	Objectif non atteint. Le lancement du programme de désarmement, démobilisation et réintégration a été reporté faute de progrès concernant le processus politique	
Plus de 30 000 ex-combattants participant aux programmes de réinsertion, rapatriement et réinstallation	Objectif non atteint. Le lancement du programme de désarmement, démobilisation, réintégration, rapatriement et réinstallation a été reporté faute de progrès concernant le processus politique	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Surveillance du désarmement de 30 000 ex-combattants dans 11 zones de désarmement, démobilisation et réinsertion, et notamment des mouvements de tous les soldats à partir de et vers 17 centres de regroupement et de cantonnement, et sécurisation des centres de cantonnement et de réinsertion	Non	Le lancement du programme de désarmement, démobilisation et réintégration a été reporté en raison de l'absence de progrès concernant le processus politique
Sécurisation des 17 centres de cantonnement avec 11 zones de désarmement, démobilisation et réinsertion, avec sécurisation des mouvements des ex-combattants et la garde des armes, munitions et matériels militaires remis par les ex-combattants, et évacuation ou destruction de ces matériels	Non	Remise en état achevée pour 12 sites de désarmement, démobilisation et réintégration dans le sud (la remise en état des 9 sites situés dans le nord n'a pas commencé faute de progrès concernant le processus politique)
Sécurisation et surveillance de deux sites où se trouvent des armes lourdes et des aéronefs militaires	Non	Le lancement du programme de désarmement, démobilisation et réintégration a été reporté faute de progrès concernant le processus politique
Activités de conseil auprès du Comité national de désarmement, démobilisation et réinsertion au sujet de l'exécution du Programme national	Oui	Conseils concernant la formulation d'un plan national de désarmement, démobilisation et réintégration

dans ce domaine, une attention particulière étant donnée aux besoins propres des femmes et des enfants		
Activités de conseil auprès du Gouvernement de réconciliation nationale au sujet de l'exécution d'un programme d'information multimédia à l'échelle nationale à l'appui du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion des ex-combattants	Oui	Élaboration d'une stratégie d'information pour le démantèlement et le désarmement des milices. Aucun programme général de désarmement, démobilisation et réintégration n'a été exécuté car le processus correspondant n'a pas commencé
Organisation de réunions régionales avec les principales parties prenantes afin d'examiner les composantes régionales des divers programmes de pays en matière de désarmement, démobilisation, réinsertion, rapatriement et réinstallation, compte tenu en particulier des besoins spécifiques des femmes et des enfants	Oui	Organisation, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement, d'une réunion sur les armes légères, du 17 au 20 mai 2005 à Grand Bassam, à laquelle ont participé 150 représentants de ministères, d'institutions régionales telle la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et son Programme de lutte contre les armes légères, d'organismes des Nations Unies, de l'opération Licorne, d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales et d'Amnesty International
Réalisation de projets à impact rapide	7	2 projets réalisés; 3 projets à un stade avancé d'exécution au 30 juin 2005; 2 projets à achever au cours de l'exercice 2005/06

Composante 3 : action humanitaire et droits de l'homme

Réalisation escomptée 3.1 : amélioration de la situation humanitaire et renforcement du respect des droits de l'homme en Côte d'Ivoire		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Réinstallation de 500 000 personnes déplacées et de 69 000 réfugiés	Objectif non réalisé en raison des tensions et des heurts au sein des communautés et entre celles-ci, notamment dans la zone de Duékoué à l'ouest du pays. Selon les estimations, le nombre de personnes déplacées serait passé à 550 000. Au moins 5 000 réfugiés ont été rapatriés, principalement au Libéria où la situation humanitaire s'est améliorée	
Création de la Commission nationale des droits de l'homme en Côte d'Ivoire	Créée par décret présidentiel le 3 octobre 2004, la Commission nationale des droits de l'homme n'est pas encore opérationnelle car les parties ne sont pas parvenues à s'entendre sur sa composition et son fonctionnement	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils sur les droits de l'homme dispensés au Gouvernement de réconciliation nationale et aux institutions nationales telles que la Commission nationale des droits de l'homme et les institutions législatives et judiciaires (commissions parlementaires chargées de questions relatives aux droits de l'homme, Ministère de la justice) et organisations de la société civile, y compris la mise au point et l'application du Plan d'action national en faveur des droits de l'homme	Oui	<p>Échanges de données sur les questions relatives aux droits de l'homme lors des réunions hebdomadaires du forum composé de représentants des Ministères de la sécurité, des droits de l'homme, de la justice et de la réconciliation nationale, du Groupe sectoriel Protection, du Procureur militaire, de l'armée et d'ONG nationales et internationales</p> <p>Mobilisation de fonds pour la participation de deux ONG ivoiriennes de défense des droits de l'homme à la soixantième session de la Commission des droits de l'homme à Genève, du 14 mars au 22 avril 2005</p> <p>Le Gouvernement de réconciliation nationale a différé la mise en place de la Commission des droits de l'homme. Son manque de détermination concernant l'élaboration d'un plan d'action national en faveur des droits de l'homme a considérablement restreint la capacité de fournir des conseils aux institutions nationales s'occupant de questions relatives aux</p>

		droits de l'homme, dont les commissions parlementaires et le Ministère de la justice, ou l'appui à la formulation d'un plan d'action national
Visites tous les 15 jours à Man, Duékoué, San Pedro, Daloa, Korhogo, Bouaké, Yamoussoukro et Bondoukou pour mobiliser les autorités locales, les ONG et les autres parties prenantes au niveau local dans le domaine des droits de l'homme	Oui	Des visites ont également été effectuées à Ferkessedougou, Bouna, Bangolo et Fengolo
Ateliers trimestriels sur le rôle de la société civile, à l'intention de 120 membres des organisations locales de la société civile à Man, Korhogo, Bouaké et Yamoussoukro	Non	À cause des mauvaises conditions de sécurité et du non-lancement du processus de désarmement, démobilisation et réintégration
Formation de 80 membres d'organisations de défense des droits de l'homme, d'ONG et d'organisations non gouvernementales civiles à Man, Duékoué, San Pedro, Daloa, Korhogo, Bouaké, Yamoussoukro et Bondoukou dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Linas-Marcoussis	Non	Participation restreinte d'ONG et de groupements de la société civile à l'application de l'Accord de Linas-Marcoussis en raison des désaccords qui continuent d'exister entre les signataires et réduisent, ce faisant, les possibilités qui s'offrent à la société civile dans ce domaine
Conseils aux ONG locales pour ce qui est de la mise en place de capacités locales de surveillance des droits de l'homme à Abidjan, Man, Duékoué, San Pedro, Daloa, Korhogo, Bouaké, Yamoussoukro et Bondoukou	Non	Conseils aux ONG sur la réalisation d'enquêtes et l'établissement de rapports; réunion de sensibilisation à Abidjan, Duékoué, Daloa et Bouaké
Coordination hebdomadaire des réunions consacrées aux droits de l'homme à Abidjan, Bouaké, Yamoussoukro, Daloa, Guiglo et Duékoué avec des représentants du Gouvernement de réconciliation nationale et des institutions nationales, ainsi que des ONG nationales et internationales, afin de coordonner la stratégie en matière de droits de l'homme et de traiter les questions relatives à la promotion et à la protection de ces droits	52	Réunions du forum du Groupe sectoriel Protection à Abidjan et réunions analogues à Bouaké, Daloa, Guiglo-Duékoué et Yamoussoukro
Surveillance de la situation des droits de l'homme dans huit provinces	5	Report de l'ouverture des bureaux sur le terrain

20 enquêtes, missions d'établissement des faits et rapports spéciaux sur des violations graves des droits de l'homme	2	Appui à la commission internationale d'enquête de juillet à septembre 2004. Une enquête spéciale a été réalisée sur les violations des droits de l'homme commises à la suite des événements de Korhogo en juin 2004. Le nombre est moins important que prévu car il n'y a pas eu beaucoup de cas nécessitant l'organisation de missions spéciales d'établissement des faits
Deux colloques nationaux à l'intention des institutions nationales, du pouvoir judiciaire, des avocats, des universités et de la société civile sur la protection des droits de l'homme et l'administration de la justice après les conflits et le rôle de la société civile dans la promotion des droits de l'homme et de la réconciliation nationale	Non	Il a été difficile de mobiliser des fonds auprès des donateurs
Conseils au Gouvernement de réconciliation nationale en vue de promouvoir l'égalité des sexes et la participation pleine et égale des femmes dans les structures décisionnelles à tous les niveaux, et de faire cesser les violations des droits de l'homme pour mettre fin à l'impunité	Oui	Quatre réunions avec le Ministère de la famille, de la femme et de l'enfant, pour promouvoir l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité en date du 13 octobre 2000 Tenue d'un atelier de formation des formateurs sur la violence sexiste avec la participation de 25 représentants de différents ministères (réconciliation, droits de l'homme, famille, justice, sécurité et défense), d'ONG, de syndicats d'étudiants et d'enseignants, de la police et de la gendarmerie Élaboration d'un programme de formation des formateurs sur la violence sexiste dans les situations d'après conflit (dont l'exécution devait débuter en septembre 2005)
Contacts sur les questions sexospécifiques établis régulièrement avec les institutions gouvernementales, les entités des Nations Unies présentes dans le pays et les ONG	Oui	Six réunions avec des organisations de la société civile, y compris des associations féminines et différents ministères, dont ceux de la justice et des droits de l'homme et de la réconciliation
Conseils aux autorités gouvernementales sur l'exécution du	Non	Le lancement du programme a été reporté

Composante 4 : processus de paix

Réalisation escomptée 4.1 : progrès réalisés sur la voie du rétablissement de l'autorité de l'État dans l'ensemble de la Côte d'Ivoire		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Réouverture des bureaux publics locaux dans l'ouest et le nord du pays	3 756 fonctionnaires réaffectés à leurs postes dans la région de l'ouest et 5 308 personnes reprenant volontairement le travail (principalement dans les secteurs de la santé et de l'éducation) dans les zones contrôlées par les Forces nouvelles au nord du pays. Plans élaborés par le Gouvernement de réconciliation nationale, avec l'accord des Forces nouvelles, dans l'éventualité de la réintégration des 14 000 fonctionnaires restants (principalement des enseignants et du personnel de santé) à leurs postes dans le nord. Déploiement d'environ 6 000 responsables, dont les titulaires de mandat politique (préfets, maires), et du personnel des forces de sécurité reporté à la fin du processus de désarmement, démobilisation et réintégration	
Tous les ministres du Gouvernement de réconciliation nationale suivent régulièrement les sessions du Conseil des ministres	De novembre 2004 à mai 2005, les ministres des Forces nouvelles n'ont pas participé aux réunions organisées par le Gouvernement de réconciliation nationale, en déclarant craindre pour leur sécurité personnelle	
Le Gouvernement de réconciliation nationale a approuvé et diffusé un plan de reconstruction et de développement de l'infrastructure, de reprise économique nationale et de renforcement de la cohésion sociale conformément à l'Accord de Linas-Marcoussis	Objectif non réalisé en raison des conditions de sécurité et des tensions et heurts au sein des communautés et entre celles-ci, notamment dans la zone de Duékoué à l'ouest du pays	
Rétablissement de la diffusion libre des émissions internationales de radiotélévision dans l'ensemble de la Côte d'Ivoire	Les stations de radiodiffusion étrangères, dont les émetteurs FM avaient été sabotés et qui étaient interdites pendant la crise du début du mois de novembre, ont recommencé à émettre à la mi-novembre	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Activités régulières de conseil, en coopération avec la CEDEAO et les autres partenaires internationaux, auprès du Ministre de l'administration territoriale et des autorités locales à Abidjan, Man, Bouaké et Yamoussoukro quant au rétablissement	Oui	4 réunions avec le Ministre de l'administration territoriale sur le rétablissement de l'autorité de l'État et de l'administration publique 10 réunions avec le Ministre de la fonction publique et de l'emploi et

de l'autorité de l'État et de l'infrastructure publique dans l'ensemble du pays		<p>Coordonnateur national de la Commission nationale pour le rétablissement de l'autorité de l'État et ses collaborateurs</p> <p>3 réunions avec le Ministre de la réconciliation nationale</p> <p>Une réunion avec le Ministre de la réforme administrative</p>
Réunions régulières avec les partis politiques, la société civile et les ONG du pays afin de promouvoir le consensus sur les questions relatives à la réalisation de la paix durable dans la région	52	Consultations hebdomadaires avec les principaux responsables politiques des différents partis pour examiner les moyens de promouvoir le processus de paix
Contacts soutenus, sous forme de visites régulières notamment, avec les chefs d'État et les institutions des pays de la sous-région (Libéria, Guinée, Mali, Burkina Faso, Ghana, Sierra Leone, Niger, Sénégal, Bénin, Nigéria, Guinée-Bissau, Cap-Vert, Gambie et Togo) afin de consolider le processus de paix et les progrès dans la mise en œuvre de l'Accord de Linas-Marcoussis	Oui	<p>10 réunions du Représentant spécial du Secrétaire général avec des responsables régionaux</p> <p>Poursuite de la coordination avec l'Union africaine et la CEDEAO par l'entremise du Comité de suivi créé en application des Accords de Linas-Marcoussis et d'Accra III</p>
Réunions hebdomadaires entre les organismes des Nations Unies afin de coordonner l'action qu'ils mènent en Côte d'Ivoire	52	Réunions du Comité interinstitutions de coordination humanitaire (dont fait notamment partie la Banque mondiale) présidé par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé de la coordination de l'aide humanitaire, du relèvement et de la reconstruction
Conseils au Gouvernement de réconciliation nationale et aux institutions nationales au sujet des composantes juridiques de l'application de l'Accord de Linas-Marcoussis	Oui	Conseils aux experts du Cabinet du Premier Ministre et du Ministère des affaires étrangères, sur la mise en œuvre du processus de paix et les modalités de reprise des travaux des commissions mixtes de coopération entre la Côte d'Ivoire, le Mali et le Burkina Faso
Programme multimédia d'information et de mobilisation à l'échelle nationale à l'appui du processus de paix, prévoyant des points de presse, des annonces dans les journaux et des		Points de presse hebdomadaires, publication de 200 communiqués et de 12 bulletins d'information, diffusion d'un millier de prospectus, d'affiches, de clips vidéo (sur les stations de

campagnes d'information au niveau local, la diffusion de bulletins et la tenue d'un site Web	Oui	<p>télévision nationales et internationales) et distribution de photographies et de messages audio (aux stations de radiodiffusion locales)</p> <p>Organisation de 24 visites pour les médias nationaux et internationaux</p> <p>Réunions, conférences, débats et séances d'information sur des sujets particuliers et mini forums avec des groupements de la société civile et des associations professionnelles; campagnes d'information dans l'ensemble du pays</p> <p>Mise à jour du site Web de l'ONUCI</p>
Programmes d'information sur le processus de paix radiodiffusés dans l'ensemble de la Côte d'Ivoire, dans les langues locales, 24 heures sur 24 et sept jours sur sept	Oui	8 programmes quotidiens, diffusés 24 heures sur 24, 7 jours par semaine
Formation de 20 journalistes locaux aux techniques et pratiques professionnelles de base	20	Journalistes formés
Exécution de projets à impact rapide	17	Projets d'appui aux médias nationaux (8, dont 1 entièrement exécuté et 7 devant s'achever en 2005/06) et aux services publics (3 projets exécutés); et projets divers (6, dont 3 réalisés à 70 % et 3 devant s'achever en 2005/06)

Réalisation escomptée 4.2 : tenue d'élections libres, équitables et transparentes en Côte d'Ivoire	
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
La Commission électorale indépendante de Côte d'Ivoire a publié un calendrier et un plan opérationnel pour les élections qui doivent avoir lieu en octobre 2005	Objectif non réalisé. La commission électorale indépendante n'a pas été constituée faute de progrès concernant le processus politique
Un référendum est organisé au sujet de l'article 35 de la Constitution ivoirienne relatif aux critères d'éligibilité à la présidence de la République	<p>Objectif non réalisé en raison de l'absence de progrès concernant le processus politique</p> <p>Conformément à la décision que le Président de l'Afrique du Sud et Médiateur de l'Union africaine a fait connaître aux parties ivoiriennes le 11 avril, le Président Gbagbo a annoncé le 26 avril, en vertu des</p>

	pouvoirs spéciaux que lui conférait l'article 48 de la Constitution ivoirienne, que tous les candidats désignés par les partis politiques signataires de l'Accord de Pretoria seraient autorisés à se présenter à l'élection présidentielle	
L'Assemblée nationale a promulgué la législation électorale conformément à l'Accord de Linas-Marcoussis	L'Assemblée nationale a adopté huit lois électorales en décembre 2004 Le Président ivoirien a promulgué des décrets sur la législation régissant les élections conformément à l'Accord de Linas-Marcoussis	
L'inscription des électeurs est achevée dans l'ensemble du pays	Objectif non réalisé en raison de l'absence de progrès concernant le processus politique	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Assistance technique, encadrement et orientations à la demande du Gouvernement de réconciliation nationale, sur la composition et le fonctionnement de la Commission électorale indépendante et des organes électoraux subsidiaires	Oui	Trois missions d'évaluation ont été réalisées, à la suite desquelles des recommandations ont été adressées à toutes les parties intéressées par les élections, dont le Gouvernement de réconciliation nationale. Un plan a été mis au point pour les opérations électorales
Évaluation des besoins de la Commission électorale indépendante et aide à l'établissement du budget électoral pour présentation aux donateurs éventuels	Non	La commission électorale indépendante n'avait pas été créée au 30 juin 2005. Un groupe de travail technique, comprenant le Gouvernement de réconciliation nationale et les donateurs éventuels, a été mis en place
Assistance technique au Gouvernement de réconciliation nationale et à la Commission électorale indépendante pour l'élaboration d'un programme d'instruction civique portant sur toutes les phases du processus électoral	Non	La commission électorale indépendante n'avait pas été créée au 30 juin 2005. Le projet de programme de sensibilisation et d'instruction civique qu'elle devait approuver a été mis au point
Assistance technique pour l'établissement d'un programme de formation et de renforcement des capacités à l'intention du personnel de la Commission électorale indépendante au sujet de la loi électorale, des procédures opérationnelles, du code de conduite et des autres volets pertinents du processus électoral, afin d'assurer l'exécution des tâches de manière efficace et transparente	Non	La commission électorale indépendante n'avait pas été créée au 30 juin 2005 et aucun de ses membres n'avait été nommé. Un programme de formation et de développement des compétences a été mis au point, pour approbation par la commission, afin de renforcer les capacités du personnel électoral, en particulier les agents de la commission et de ses antennes, les recenseurs et le personnel des bureaux de vote

Assistance technique à la Commission électorale indépendante pour l'élaboration d'un programme plausible d'inscription des électeurs sur les listes, la création et la gestion d'une base de données des électeurs, l'impression, l'affichage et l'actualisation des listes électorales ainsi que la conception, la spécification et l'achat de matériel pour le scrutin, y compris les bulletins de vote	Non	La commission électorale indépendante n'avait pas été créée au 30 juin 2005. Deux textes relatifs aux inscriptions sur les listes électorales ont été mis au point
Assistance technique à la Commission électorale indépendante pour l'établissement de bureaux de vote dans le pays	Non	Les membres de la nouvelle commission électorale indépendante n'ont pas été nommés
Assistance technique dans la mise au point d'un plan de sécurité à l'échelle du pays pour la tenue des élections	Non	Le projet de plan de sécurité à l'échelle du pays devait avoir été mis au point à la fin de 2005
Surveillance des préparatifs du scrutin dans l'ensemble du pays	Oui	33 agents électoraux ont été déployés dans 8 sites à travers le pays

Composante 5 : maintien de l'ordre

Réalisation escomptée 5.1 : renforcement de l'ordre public et acquisition par la police et la gendarmerie ivoiriennes d'une capacité opérationnelle durable		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Établissement d'un service de police intérimaire dans les préfectures du nord de la Côte d'Ivoire	Objectif non réalisé	
Établissement d'une école de police dans le nord de la Côte d'Ivoire	Une école a été remise en état pour accueillir des instructeurs et 600 élèves (la formation a commencé au mois d'août 2005)	
Création d'un comité mixte de coordination de la réforme du secteur de la sécurité publique	Le comité n'a pas été créé en raison de l'absence de progrès concernant le processus politique	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Visites d'évaluation quotidiennes de 12 préfectures de police et de 4 légions dans l'ensemble de la Côte d'Ivoire, et de commissariats, de compagnies et d'escadrons dans le nord du pays	Oui	Visites quotidiennes effectuées par les membres de la police civile dans toutes les préfectures et légions. Encadrement assuré quotidiennement par le biais de patrouilles de police de proximité et de visites périodiques aux organes de maintien de l'ordre des Forces armées des Forces nouvelles (FAFN) dans le nord du pays
Évaluation du plan d'intégration et de perfectionnement professionnel de la Police nationale	Non	Le Premier Ministre ivoirien a accordé le 7 juillet 2005 l'autorisation de commencer l'évaluation de la Police nationale et de la gendarmerie
Assistance technique aux institutions locales chargées de l'application des lois pour procéder à la sélection, au recrutement, à l'enregistrement, à la certification et à l'autorisation des candidatures au service de police intérimaire dans le nord de la Côte d'Ivoire	2	37 fonctionnaires de police ont suivi des stages de recyclage en criminalistique, 75 gendarmes et policiers ont reçu une formation concernant les droits de l'homme et le droit international humanitaire, 22 policiers et gendarmes ont reçu une formation sur les activités de police de proximité et 21 formateurs des FAFN ont suivi des cours de recyclage concernant le droit international humanitaire
Cours de recyclage pour rappeler à la Police nationale et à la gendarmerie les	3	Stages de formation des formateurs dans le domaine des droits de l'homme

principes d'un service de police démocratique		organisés à l'intention de 63 fonctionnaires de police et 36 gendarmes à l'École de gendarmerie de Torogouye
Cours de recyclage pour rappeler à la Police nationale et à la gendarmerie les principes relatifs aux droits de l'homme	Oui	Une série de stages de recyclage a été organisée à l'intention de formateurs de la Police nationale et de la Gendarmerie à l'École de gendarmerie de Torogouye
Formation de 60 instructeurs de police dans le cadre des programmes de formation des instructeurs	82	Formation de 61 fonctionnaires gouvernementaux (39 policiers et 22 gendarmes) et de 21 officiers des FAFN comme instructeurs pour les 600 candidats au service de police intérimaire
Assistance technique à la Police nationale et à la gendarmerie dans divers domaines du service de police, y compris la réforme et la restructuration, la formation, l'aide sociale, les unités d'appui à la police, les unités spéciales et les mécanismes d'appui internationaux	731	Formation de 455 agents de la circulation et gendarmes dans la zone sud contrôlée par le Gouvernement; et formation à la sécurité aéroportuaire à l'intention de 276 policiers et gendarmes à l'Aéroport international d'Abidjan
Encadrement quotidien de la Police nationale et de la gendarmerie par la co-implantation dans 12 préfectures de police et 4 légions	Oui	Encadrement assuré à l'École de la Police nationale, au Centre d'opérations de la préfecture d'Abidjan, à la Police scientifique d'Abidjan et à l'aéroport international d'Abidjan
Conduite d'opérations de police intégrées entre l'ONUCI et la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), visant à éliminer l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants	Non	En raison des conditions de sécurité en Côte d'Ivoire
Campagne d'information pour mettre en lumière les nouvelles méthodes, la sécurité publique et d'autres questions d'intérêt local connexes	Non	La campagne n'a pas été organisée car la réforme des organes ivoiriens de maintien de l'ordre n'a pas eu lieu

Réalisation escomptée 5.2 : progrès sur la voie du rétablissement de l'autorité du pouvoir judiciaire et de l'état de droit (y compris les établissements correctionnels) dans l'ensemble de la Côte d'Ivoire		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Réouverture par le Gouvernement de réconciliation nationale des prisons dans les préfectures du nord de la Côte d'Ivoire	Réouverture de six prisons (sur 11) par les Forces nouvelles dans le nord de la Côte d'Ivoire. Faute de progrès dans le processus politique, l'autorité du Gouvernement n'a pu être étendue à cette partie du pays	
Application par le Gouvernement de réconciliation nationale et les autorités judiciaires des volets de l'Accord de Linas-Marcoussis relatifs à l'état de droit, y compris ceux ayant trait à l'identification nationale et aux réformes dans les domaines constitutionnel, législatif et réglementaire	L'Assemblée nationale a adopté 11 lois, dont 7 n'étaient pas conformes à l'esprit de l'Accord de Linas-Marcoussis (elles ont ensuite été modifiées par un décret présidentiel pris en vertu de l'article 48 de la Constitution)	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils sur l'élaboration d'un plan de développement du système pénitentiaire en coordination avec les parties nationales et internationales	Oui	Plan d'action élaboré et communiqué aux parties nationales intéressées
Réunions hebdomadaires avec les autorités pénitentiaires nationales pour faciliter la réouverture des prisons dans le nord	Non	Réunions non tenues en raison de l'absence de progrès concernant le processus politique
Programmes de formation, d'encadrement et de conseil à l'intention des autorités pénitentiaires dans le sud	Oui	Stage de formation de 15 jours couvrant une large gamme de questions (dont les droits de l'homme et la sécurité) mis au point et communiqué aux autorités nationales. Programmes d'encadrement et de conseil non exécutés à cause du recrutement tardif du personnel pénitentiaire
Réunions périodiques avec les partenaires internationaux potentiels pour encourager l'assistance bilatérale afin de reconstruire les principales prisons dans le nord et répondre aux besoins de formation et de développement	Oui	Une réunion avec la Commission européenne (en tant que donateur principal) sur le secteur de la justice, ayant abouti à un accord sur la création d'une ferme-prison pour assurer durablement l'alimentation des prisonniers

Conseils au Ministère de la justice et aux autorités judiciaires aux niveaux national et local concernant la remise en marche et le bon fonctionnement du système judiciaire dans les zones touchées par le conflit	Oui	<p>Réunions avec le Cabinet des ministres, le Ministre de la justice et des hauts fonctionnaires, pour examiner la création de tribunaux mobiles qui s'occuperaient des cas les plus urgents d'arrestation dans le nord du pays. La teneur du projet relatif à ces tribunaux a été modifiée pour privilégier le processus de détermination de l'identité et la délivrance des pièces nécessaires pour établir la nationalité/l'identité des personnes dans le nord du pays</p> <p>Élaboration de procédures pour la remise aux autorités locales des personnes appréhendées par les forces impartiales pour des infractions majeures commises dans la zone de confiance</p>
Conseils aux homologues dans le pays hôte sur l'application des volets de l'Accord de Linas-Marcoussis relatifs à l'état de droit, à savoir ceux ayant trait à l'identification nationale et aux réformes dans les domaines constitutionnel, législatif et réglementaire	Oui	<p>21 réunions avec des représentants des autorités judiciaires et de la société civile</p> <p>Analyse des décrets présidentiels sur la nomination des juges locaux</p>

Composante 6 : appui

Réalisation escomptée 6.1 : solide appui logistique et administratif à l'Opération		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
100 % des postes des services généraux occupés par des Ivoiriens en mars 2005	83,4 % des postes d'agent recruté sur le plan national pourvus au 30 juin 2005 en raison de l'évacuation du personnel civil en novembre 2004 et des retards enregistrés dans le processus de recrutement	
Taux de disponibilité des véhicules de 90 %	96 %. Les nouveaux véhicules représentent 80 % du parc automobile	
Taux de disponibilité des services informatiques et de communication de 90 %	80 %, en raison de l'ouverture différée des installations de la mission et des retards que cela a entraîné dans la mise en place des services informatiques et de communication	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Déploiement et relève de 6 240 militaires, dont 120 officiers d'état-major et 200 observateurs militaires	5 739 169	Membres des contingents (moyenne) Observateurs militaires (moyenne)
Déploiement et relève de 350 policiers civils	210	Policiers civils (moyenne)
Vérification et contrôle périodiques du matériel appartenant aux contingents et du matériel de soutien logistique autonome de 6 040 membres des contingents	5 739	Membres des contingents (moyenne)
Rations et eau potable pour 6 040 membres des contingents dans 14 emplacements	5 739 71	Membres des contingents (moyenne) Emplacements
Passation de jusqu'à 1 007 contrats civils (dont 387 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 18 administrateurs recrutés sur le plan national, 387 fonctionnaires recrutés sur le plan national et 215 Volontaires des Nations Unies)	589 247 265 77	Nombre total (moyenne) Agents recrutés sur le plan international (moyenne) Agents recrutés sur le plan national (moyenne) Volontaires des Nations Unies Taux d'occupation moins important que prévu à cause des retards pris dans le recrutement, de l'évacuation du personnel civil en novembre 2004 et de l'interruption du déploiement des

		Volontaires des Nations Unies devant appuyer les élections
Établissement et tenue du quartier général de la mission à Abidjan et de deux postes de commandement de secteur à Daloa et Bouaké	Non	Le quartier général intégré n'a pas été créé à cause de la crise de novembre 2004 et parce que le Gouvernement n'a pas rémunéré l'entrepreneur engagé pour remettre en état le bâtiment. Le projet devait être achevé pour décembre 2005 Les postes de commandement de secteur ont été mis en place à Daloa et Bouaké
Établissement et tenue de bases logistiques à Abidjan, Yamoussoukro, Daloa et Bouaké	Oui	
Tenue de tous les locaux de la mission à Abidjan, et de ceux de deux secteurs et de bases d'opérations pour les observateurs militaires et la police civile	Oui	13 installations à Abidjan, 36 dans le secteur ouest et 34 dans le secteur est
Établissement et tenue de locaux de bureau pour le personnel civil, 120 officiers d'état-major, 200 observateurs militaires et 350 policiers civils	Oui	590 civils, 120 officiers d'état-major, 169 observateurs militaires et 210 policiers civils (moyenne)
Établissement et tenue de locaux d'habitation pour 120 officiers d'état-major à Abidjan et 60 officiers d'état-major par ville à Daloa et Bouaké	Oui	
Établissement et tenue de deux écoles de police civile à Abidjan et Bouaké	Non	En raison du retard pris dans la sélection d'emplacements pour les écoles et du recrutement différé du personnel de police
Exploitation et entretien de 219 groupes électrogènes	107	En raison du retard pris dans la mise en place des installations de la mission
Établissement de cartes pour les besoins de la mission en utilisant le Système d'information géographique	28	Le Système d'information géographique est devenu opérationnel en juin 2005
Fourniture du combustible pour cuisiner pour 6 040 militaires	5 739	Militaires déployés (moyenne)
Entretien et utilisation de 957 véhicules appartenant à l'ONU, équipés de radios VHF/UHF et de systèmes CarLog dans 75 emplacements	475 460 75	Radios VHF Radios HF Emplacements

		Systèmes de contrôle et suivi des déplacements (CarLog) non installés en raison du recrutement tardif d'un technicien spécialiste
Fourniture de carburant et de lubrifiants pour 826 véhicules appartenant aux contingents	967	Véhicules
Navette quotidienne par autocar à Abidjan desservant le personnel international et national et le personnel militaire du quartier général de la Force	Oui	87 580 personnes transportées
Gestion de 2 avions et de 12 hélicoptères dans 9 emplacements dans toute la Côte d'Ivoire, dont 8 hélicoptères militaires dans 5 emplacements pour 12 015 heures	2 8 4 514 9	Avions Hélicoptères (affrétés; aucun appareil militaire n'a été déployé) Heures de vol (moins nombreuses que prévu en raison de déploiement différé de l'unité d'aviation militaire) Emplacements
Fourniture de carburant et de lubrifiants pour une flotte de 14 aéronefs dans 9 emplacements	10 9	Avions Emplacements
Service régulier de transport de passagers et de vols de réapprovisionnement et, selon les besoins, vols d'évacuation sanitaire	Oui	Vols hebdomadaires réguliers. 73 vols d'évacuation sanitaire effectués
Installation, entretien et exploitation de 32 microterminaux VSAT dans 30 emplacements	24 25	Terminaux VSAT Emplacements
Installation, entretien et exploitation de 34 centraux téléphoniques à l'intention de 1 677 membres du personnel civil et 200 membres des contingents (un central à chaque emplacement de bataillon et de compagnie)	30 974 23	Centraux téléphoniques Observateurs militaires et membres des contingents Utilisateurs (contingents)
Installation, entretien et exploitation de 64 répéteurs	37	L'installation des 27 répéteurs VHF restants dépend de la construction de tours de télécommunications
Installation, entretien et exploitation de 15 liaisons hertziennes à Abidjan, Bouaké et Daloa	15	
Installation, entretien et exploitation de 14 stations de transmissions radio FM, y compris par satellite pour une	7	L'installation des émetteurs FM restants dépend de l'allocation de fréquences par le Gouvernement

diffusion simultanée sur l'ensemble du pays		
Appui en matière de transmissions à l'échelle d'une compagnie assuré pour les contingents sous contrat de location sans services dans le secteur est	Oui	Appui aux anciennes unités de la CEDEAO
70 liaisons rurales dotant de téléphones les stations d'observateurs militaires et de police civile	10	Nombre moins important que prévu en raison de l'implantation commune de policiers civils et observateurs militaires et de contingents
Installation et entretien de plus de 2 200 radios mobiles (VHF/UHF) dans les véhicules de l'opération	475 460	Radios VHF Radios HF
Installation et entretien de 400 radios fixes (VHF/UHF) dans tous les emplacements du pays où du personnel de l'ONUCI est déployé	67 67	Radios fixes VHF Radios fixes HF Nombre moins important que prévu en raison du déploiement tardif dans certains emplacements et de l'implantation commune d'observateurs militaires et de policiers civils
Programmation et entretien de 2 270 radios portatives	1 843	Nombre moins important que prévu en raison du déploiement différé du personnel civil (dont les policiers)
Installation et entretien de 130 téléphones satellitaires avec accès aux données	9 49	Réseau Inmarsat Réseau Thuraya L'installation des autres liaisons satellitaires dépendra du déploiement du personnel restant, en particulier le personnel technique qui sera déployé dans des zones non couvertes par le système GSM
Installation de 1 464 ordinateurs de bureau, 65 serveurs, 545 ordinateurs portables, 1 374 imprimantes, 38 scanners à grand débit et 70 scanners Digital Sender et services d'appui connexes dans 75 emplacements à l'intention de 1 678 utilisateurs	1 070 35 352 626 11 46 36	Ordinateurs Serveurs Ordinateurs portables Imprimantes Scanneurs Numériseurs Emplacements

		Produits moins nombreux que prévu en raison des retards apportés au recrutement et de l'évacuation du personnel civil en novembre 2004
Installation, maintenance et appui de réseaux locaux et de réseaux longue distance à l'intention de 1 128 utilisateurs et de 200 observateurs militaires et 350 membres de la police civile et des contingents (une connexion réseau par bataillon et par compagnie) y compris de systèmes de gestion de bases de données et d'applications bureautiques standard, dans 75 emplacements	589 169 210 140 47	Civils (moyenne) Observateurs militaires (moyenne) Policiers civils (moyenne) Militaires (connexions réseau pour chaque bataillon et compagnie) y compris l'installation de systèmes de gestion de bases de données et d'applications bureautiques standard Emplacements (moins nombreux que prévu en raison du déploiement tardif à certains endroits)
Établissement, exploitation et entretien de 3 centres de consultation de niveau 1 à Abidjan, Daloa et Bouaké	1	1 centre de consultation à Abidjan L'ouverture des installations de niveau 1 à Daloa et Bouaké a été reportée en raison de la crise de novembre 2004 et du déploiement différé du personnel (centres ouverts en septembre-octobre 2005). Au cours de l'exercice, le personnel des postes de commandement de secteur a bénéficié de soins d'urgence dans les installations médicales de niveau 1 appartenant aux contingents
Déploiement, entretien et exploitation de 16 centres de consultation de niveau 1 aux emplacements où les contingents sont déployés	16	Installations médicales de niveau 1 (3 à Abidjan, 4 dans le secteur est et 9 dans le secteur ouest)
Déploiement, entretien et exploitation de 2 hôpitaux de niveau 2	Oui	À Bouaké et Daloa
Services de consultation et de dépistage confidentiels pour le VIH, accessibles par l'ensemble du personnel	Oui	Dans les installations médicales des Nations Unies à Abidjan et les hôpitaux de niveau 2 dans les secteurs
Programme de sensibilisation au VIH destiné à l'ensemble du personnel, avec transmission de l'information par les membres du même groupe	Oui	

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1)-(2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	8 909,4	8 629,6	279,8	3,1
Contingents	139 548,3	134 575,5	4 972,8	3,6
Police civile	12 801,1	9 568,1	3 233,0	25,3
Unités de police constituées	—	—	—	—
Total partiel	161 258,8	152 773,2	8 485,6	5,3
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	37 621,0	37 158,6	462,4	1,2
Personnel recruté sur le plan national	7 630,1	5 026,3	2 603,8	34,1
Volontaires des Nations Unies	5 466,4	3 605,8	1 860,6	34,0
Total partiel	50 717,5	45 790,7	4 926,8	9,7
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	—	—	—	—
Personnel fourni par des gouvernements	362,6	53,5	309,1	85,2
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	224,0	99,4	124,6	55,6
Voyages	1 720,2	1 832,4	(112,2)	(6,5)
Installations et infrastructures	54 354,3	46 700,2	7 654,1	14,1
Transports terrestres	27 782,6	22 442,8	5 339,8	19,2
Transports aériens	30 683,7	22 599,4	8 084,3	26,3
Transports maritimes ou fluviaux	—	—	—	—
Transmissions	26 464,6	24 385,8	2 078,8	7,9
Informatique	7 378,2	6 872,8	505,4	6,8
Services médicaux	3 885,7	3 277,6	608,1	15,6
Matériel spécial	2 750,9	2 368,3	382,6	13,9
Fournitures, services et matériel divers	10 089,7	6 918,1	3 171,6	31,4
Projets à effet rapide	800,0	776,3	23,7	3,0
Total partiel	166 496,5	138 326,6	28 169,9	16,9
Total brut	378 472,8	336 890,5	41 582,3	11,0
Recettes provenant des contributions du personnel	6 343,2	4 906,3	1 436,9	22,7
Total net	372 129,6	331 984,2	40 145,4	10,8
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	378 472,8	336 890,5	41 582,3	11,0

B. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	1 757,2
Recettes diverses ou accessoires	183,4
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	–
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	13 862,4
Total	15 803,0

C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Contingents	21 839,3
Total partiel	21 839,3
Soutien logistique autonome	
<i>Installations et infrastructure</i>	
Restauration (cuisines)	1 737,2
Matériel de bureau	1 460,6
Électricité	1 705,1
Missions secondaires du génie	976,5
Blanchisserie et nettoyage	1 381,6
Matériels de campement	1 355,2
Hébergement	1 172,0
Magasins – divers	2 889,2
Fournitures pour la défense des périmètres	69,0
<i>Transmissions</i>	
Transmissions	4 743,0
<i>Services médicaux</i>	
Services médicaux	2 706,0
<i>Matériel spécial</i>	
Neutralisation des explosifs et munitions	466,3
Observation	1 767,1
Total partiel	22 428,8
Total	44 268,1

<i>Facteurs approuvés pour la mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la mission			
Contraintes du milieu	1,8	14 mars 2004	–
Usage opérationnel intensif	1,9	14 mars 2004	–
Acte d'hostilité ou abandon forcé	1,5	14 mars 2004	–
B. Facteurs applicables au pays d'origine			
Différentiel de transport	0,25-3,75		

D. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur réelle</i>
Accord sur le statut des forces ^a	1 767,1
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–
Total	1 767,1

^a Comprend les terrains et bâtiments.

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	279,8	3,1 %

7. Les économies réalisées à cette rubrique (279 800 dollars) résultent du déploiement différé d'observateurs militaires (le taux de vacance effectif au cours de l'exercice 2004/05 a été de 12,4 %, alors que les prévisions avaient été établies en appliquant un abattement de 10 % au titre des délais de déploiement).

	<i>Écart</i>	
Contingents	4 972,8	3,6 %

8. Le solde apparaissant à cette rubrique (4 972 800 dollars) s'explique principalement par une réduction des dépenses afférentes au transport du matériel appartenant au groupe du génie militaire, ainsi que par le non-déploiement de huit aéronefs militaires et le coût inférieur aux prévisions des voyages des unités constituées (la relève des contingents des pays d'Afrique de l'Ouest a coïncidé avec celle des membres de la Mission des Nations Unies au Libéria) et des rations. Ces économies ont été en partie annulées par des versements plus importants au titre des remboursements aux pays ayant fourni des contingents des dépenses relatives à ces derniers, le déploiement ayant été plus rapide que prévu (le taux de vacance effectif

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis.

au cours de l'exercice s'est établi à 2,7 % , alors que les prévisions tenaient compte d'un abattement de 5 % au titre des délais de déploiement); le versement de l'élément frais de bouche et frais annexes de l'indemnité de subsistance (missions) aux officiers d'état-major de la force pendant toute la durée de l'exercice au lieu des quatre mois prévus dans le budget (les services de restauration n'ont pu être mis en place faute de locaux appropriés); et le versement non prévu de l'élément frais de bouche de l'indemnité de subsistance au personnel des unités de gendarmerie à partir de mars 2005.

	<i>Écart</i>	
Police civile	3 233,0	25,3 %

9. Les économies réalisées à cette rubrique (3 233 000 dollars) résultent du déploiement différé du personnel de police civile (le taux de vacance effectif a été de 33,1 % alors que les prévisions tenaient compte d'un abattement de 10 % au titre des délais de déploiement).

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	462,4	1,2 %

10. Le solde apparaissant à cette rubrique (462 400 dollars) est principalement imputable au recrutement tardif du personnel (le taux de vacance effectif a été de 24 % alors que les prévisions tenaient compte d'un abattement de 20 % au titre des délais de recrutement); ces économies sont partiellement annulées par des dépenses communes de personnel plus importantes que prévu en raison du versement d'indemnités pour cause d'évacuation aux agents déplacés pendant la crise de novembre 2004, ainsi que par le coût effectif plus élevé des voyages à l'occasion du déploiement et le versement d'une prime de risque pour l'ensemble de la mission de décembre 2004 à mai 2005.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	2 603,8	34,1 %

11. Le solde apparaissant à cette rubrique (2 603 800 dollars) s'explique principalement par le recrutement tardif du personnel (le taux de vacance effectif a été de 19,8 % alors que les prévisions tenaient compte d'un abattement de 10 % au titre des délais de recrutement) et par la classe moins élevée que prévu des postes occupés (les prévisions tenaient compte du barème des traitements applicable aux postes de la classe G-5, alors que 86 % des agents recrutés sur le plan national occupaient des postes de la classe G-4 ou d'une classe inférieure); ces économies ont été en partie annulées par le versement d'une prime de risque pour l'ensemble de la mission de décembre 2004 à mai 2005.

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	1 860,6	34,0 %

12. Des économies (d'un montant de 1 860 600 dollars) ont été réalisées parce que le déploiement de Volontaires pour appuyer les opérations électorales, initialement

prévu pour octobre 2005, a été reporté puis annulé en raison de l'absence de progrès concernant le processus politique (le taux de vacance effectif a été de 43 % alors que les prévisions tenaient compte d'un abattement de 20 % au titre des délais de déploiement).

	<i>Écart</i>	
Personnel fourni par des gouvernements	309,1	85,2 %

13. Le solde de 309 100 dollars s'explique par le fait que seulement quatre agents pénitentiaires, sur les huit prévus dans le budget pour toute la durée de l'exercice, ont été déployés (en mai 2005), en raison des difficultés rencontrées pour obtenir des gouvernements qu'ils procèdent à de tels détachements.

	<i>Écart</i>	
Consultants	124,6	55,6 %

14. Le solde apparaissant à cette rubrique (124 600 dollars) s'explique par l'interruption de l'engagement de consultants pour les institutions de justice ivoiriennes et l'annulation des ateliers de formation aux techniques journalistiques de base en raison de la situation politique instable dans le pays, en particulier après la crise de novembre 2004, ainsi que par une réduction des services de consultants pour la conduite des programmes de formation. Les sommes engagées au cours de l'exercice ont permis de financer le recrutement de consultants dans le cadre de la mise en place des mécanismes de surveillance des médias de la haine et de l'organisation d'un stage sur la sécurité des services d'escorte.

	<i>Écart</i>	
Voyages	(112,2)	(6,5 %)

15. Le dépassement de crédits de 112 200 dollars est principalement attribuable à la forte augmentation des dépenses liées aux déplacements des militaires, des policiers civils et du personnel civil entre les secteurs et le quartier général de la mission; il a été en partie contrebalancé par les économies réalisées au titre des voyages liés à la formation réalisées par suite du déploiement différé du personnel de la mission.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	7 654,1	14,1 %

16. Des économies d'un montant de 7 654 100 dollars ont été réalisées à cette rubrique grâce à une réduction des dépenses au titre du matériel de réfrigération, le fournisseur des rations ayant fourni des conteneurs réfrigérés; aux retards pris dans l'établissement du contrat-cadre concernant le matériel d'entreposage et de distribution du carburant; à l'achat moins important que prévu de matériel de sécurité et de sûreté (scanneurs à rayons X pour l'inspection des bagages, systèmes de télévision en circuit fermé et matériel pour la sécurité des communications) à cause de l'établissement tardif du quartier général intégré de l'Opération; à la location d'un nombre moins important de locaux parce que toutes les installations

n'ont pas été mises en place comme prévu après la crise de novembre 2004; et aux dépenses considérablement moins importantes concernant les services collectifs résultant du fait que le mémorandum d'accord entre le Gouvernement ivoirien et l'Opération n'a pas encore été mis au point et que les installations de la mission n'ont donc pu être reliées au réseau électrique national.

17. Ces économies sont en partie annulées par des dépenses plus importantes concernant l'acquisition d'installations préfabriquées, qui ne s'est achevée qu'à la fin de l'exercice 2004/05 en raison des longs délais d'approvisionnement, après l'augmentation des effectifs de l'Opération (militaires et police civile) autorisée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1609 (2005); par une augmentation des dépenses concernant l'aménagement et la remise en état des installations fournies par le Gouvernement hôte, qui se trouvaient pour la plupart dans un état de délabrement avancé; et par l'acquisition de panneaux de commande des circuits électriques et de commutateurs et d'un nombre plus élevé de citernes à eau pour renforcer la capacité de stockage de l'Opération dans divers emplacements situés au nord du pays.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	5 339,8	19,2 %

18. Le solde apparaissant à cette rubrique résulte principalement de l'achat moins important que prévu de camions (l'appui nécessaire aux contingents non dotés de capacités pour le transport de marchandises a été fourni dans le cadre d'arrangements avec d'autres gouvernements) et de matériel pour aérodromes (en raison du déploiement différé des moyens aériens).

19. Ces économies ont été en partie annulées par des dépenses plus importantes que prévu au titre des travaux de réparation et d'entretien nécessaires pour optimiser la disponibilité du parc automobile; par l'achat de pièces de rechange aux fins de l'entretien des véhicules par le personnel de l'Opération dans les ateliers de niveau III mis en place à Abidjan et dans les deux postes de commandement de secteur; et par l'augmentation des primes des polices nationales d'assurance responsabilité.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	8 084,3	26,3 %

20. Les économies réalisées s'expliquent principalement par l'utilisation d'un nombre d'heures de vol moins élevé que prévu en ce qui concerne les hélicoptères de l'Opération (3 053 contre 8 060 dans le budget) par suite du non-déploiement des huit appareils militaires, se traduisant également par une consommation moins importante de carburant au cours de l'exercice. Elles ont été en partie annulées par l'augmentation, par rapport au budget, des coûts garantis relatifs aux avions et par l'achat d'articles supplémentaires : manuels concernant les opérations aériennes, kits pour les enquêtes sur les accidents (appareils photo numériques, notamment) et d'autres fournitures.

	<i>Écart</i>	
Transmissions	2 078,8	7,9 %

21. Le solde apparaissant à cette rubrique s'explique principalement par la réduction des dépenses afférentes aux transmissions utilisant les réseaux commerciaux du fait du déploiement tardif du personnel civil, les frais moins élevés que prévus concernant les transmetteurs et l'annulation d'un projet de création d'un système Internet de secours à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, ainsi que par une réduction des coûts d'entretien du nouveau matériel et les retards apportés à la mise au point définitive du contrat de services d'appui pour l'Opération.

	<i>Écart</i>	
Informatique	505,4	6,8 %

22. Le solde apparaissant à cette rubrique s'explique principalement par les retards apportés à la mise au point définitive du contrat de services d'appui informatique; par la réduction des dépenses afférentes aux licences, droits d'utilisation et frais de location des logiciels en raison du déploiement différé du personnel civil et, par conséquent, du nombre des utilisateurs au cours de l'exercice 2004/05; ainsi que par des achats moins importants de pièces de rechange pour l'entretien du nouveau matériel. Ces économies sont en partie annulées par des dépenses supplémentaires concernant l'acquisition du matériel informatique pour lequel les procédures d'achat n'avaient pas été menées à bien au cours de l'exercice précédent en raison des longs délais d'approvisionnement.

	<i>Écart</i>	
Services médicaux	608,1	15,6 %

23. Le solde inutilisé s'explique principalement par l'achat limité de matériel et de fournitures en raison du déploiement différé du personnel civil de l'Opération dans les secteurs et des retards que cela a entraînés pour la mise en place de structures de niveau 1 dans les deux postes de commandement de secteur.

	<i>Écart</i>	
Matériel spécial	382,6	13,9 %

24. Le solde inutilisé s'explique principalement par l'achat moins important que prévu de jumelles, dispositifs d'observation nocturne et télémètres à laser.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériels divers	3 171,6	31,4 %

25. Les économies réalisées à cette rubrique s'expliquent par la réduction des dépenses afférentes à l'achat de rayonnages, de conteneurs maritimes et d'extincteurs, en raison de la mise en place tardive des installations de la mission par suite de la crise de novembre 2004, par le coût inférieur aux prévisions des

accessoires d'uniforme transférés de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi et de l'expédition par avion du matériel appartenant aux Nations Unies depuis la Base; par la non-utilisation des crédits ouverts pour les services de restauration du fait du versement de l'élément frais de bouche et frais annexes de l'indemnité de subsistance (missions) aux officiers d'état-major et aux membres des unités de gendarmerie; et par des retards dans l'établissement de contrats pour l'engagement de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée. Ces économies ont été partiellement annulées par l'inscription de pertes sur change dans les comptes de l'Opération.

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

26. En ce qui concerne le financement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Décide que les États Membres renoncent à leurs parts respectives des autres recettes de l'exercice clos le 30 juin 2005 (15 803 000 dollars) et d'un montant de 10 041 700 dollars prélevé sur le solde inutilisé du même exercice (41 582 300 dollars), sommes qui seraient affectées au financement des engagements actuels et futurs de l'Organisation des Nations Unies au titre de l'assurance maladie après la cessation de service;

b) Se prononce sur l'affectation du reliquat du solde inutilisé relatif à l'exercice clos le 30 juin 2005, soit 31 540 600 dollars.
